

FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES

SREP/SC.16/3
10 novembre 2016

Réunion du Comité du CTF
Washington
Mardi 6 décembre 2016

Point 3 de l'ordre du jour

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE RÉSULTAT DU SREP (RÉSUMÉ)

DÉCISION PROPOSÉE

Ayant examiné le *Rapport d'activité et de résultat du SREP* (document SREP/SC.16/3), le Sous-comité du SREP se félicite de l'avancement des travaux du SREP dans les pays pilotes.

Le Sous-comité est satisfait de l'analyse réalisée par l'Unité administrative des CIF, en collaboration avec les banques multilatérales de développement (BMD), sur les réalisations et les résultats, les ressources disponibles, l'examen de la réserve de projets et le point sur le portefeuille. Il encourage les BMD et les pays pilotes associés au SREP à prendre toutes les mesures possibles pour accélérer la mise en œuvre des projets et le décaissement des fonds.

Le Sous-comité se félicite des résultats obtenus à ce jour et encourage les BMD à continuer de fournir des informations sur les résultats escomptés et effectifs du SREP.

1 Introduction

1. Sur instruction du Sous-comité du Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP), le présent rapport d'activité et de résultat est le premier du genre à combiner le rapport semestriel et le rapport sur les résultats qui étaient précédemment présentés séparément. Le rapport couvre la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, pour ce qui est des activités, et présente les résultats du SREP sur une période d'un an.

2 Questions stratégiques

2. Au 30 juin 2016, le Sous-comité du SREP avait approuvé des plans d'investissement de 19 pays pilotes, pour des allocations indicatives d'un montant total de 745 millions de dollars, et sept idées de projet au titre du Programme de réserve consacrée à la collaboration avec le secteur privé (PSSA), pour des allocations indicatives d'un montant de 92,4 millions de dollars, soit un financement indicatif total de 838,9 millions de dollars au titre du SREP.
3. Les résultats fondamentaux escomptés des 19 plans d'investissement approuvés comprennent notamment la production estimée de 6 686 GWh d'électricité par an – l'équivalent de la production annuelle de l'Arménie – et l'accès (initial ou amélioré) à l'électricité de 17,3 millions de personnes – environ la population du Malawi.

2.1 Ressources disponibles

4. Au 30 juin 2016, la réserve se composait de projets et programmes d'une valeur de 555 millions de dollars au total (y compris la rémunération des services de mise en œuvre des projets par les BMD – ou MPIS), qui devaient être soumis à l'approbation du Sous-comité du SREP.
5. Le risque d'exposition du SREP aux fluctuations des cours de la livre sterling a influé sur les ressources disponibles du programme. Entre le 31 mai et le 30 juin, la valeur de la livre a chuté de 8 %, entraînant une baisse correspondante de la valeur (241,3 millions de livres sterling) des billets à ordre non encaissés. Pendant cette période, les pertes de change non réalisées de la valeur des billets à ordre sont passées de 25,1 millions de dollars à 51,2 millions de dollars.
6. Les fonds prévus disponibles pour les programmes s'élevaient à environ 404 millions de dollars. Avec une réserve de projets d'une valeur de 555 millions de dollars à laquelle s'ajoutent les coûts administratifs prévus de 43 millions de dollars, la surprogrammation atteindrait au total 194 millions de dollars. Si les réserves de change ne sont pas utilisées pour remédier à la baisse de la valeur des billets à ordre non encaissés et si les contributions

annoncées attendues sont versées, le montant total de la surprogrammation tomberait à environ 120 millions de dollars.

7. Au 30 juin 2016, il existait des ressources suffisantes pour financer les engagements jusqu'en février 2017, à supposer que tous les projets de la réserve seront soumis pour approbation en vue de leur financement.
8. Huit pays pilotes associés au SREP n'ont pas encore soumis leurs plans d'investissement pour approbation. Le Bénin, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Sierra Leone et la Zambie devraient achever leurs plans d'investissement et les soumettre pour approbation à la réunion du Sous-comité de juin 2017. L'élaboration des plans d'investissement de Kiribati et du Yémen a été suspendue.
9. Le total des allocations indicatives au profit de ces pays s'élève à 295 millions de dollars. Ainsi que le Sous-comité en avait déjà décidé, les plans d'investissement des nouveaux pays seront approuvés indépendamment de la disponibilité de financements, mais pour faciliter l'entrée dans la réserve de projets du SREP, jusqu'à 30 % de surprogrammation pourront être appliqués à cette réserve.
10. Vu la situation actuelle des fonds disponibles, il n'y a plus de marge de manœuvre dans les accords de surprogrammation pour permettre l'entrée de nouveaux projets dans la réserve. Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour permettre l'entrée dans la réserve des projets des nouveaux pays restants ne disposant pas de plans d'investissement approuvés.
11. À sa réunion de juin 2016, le Sous-comité du SREP a demandé à l'Unité administrative des CIF de présenter une évaluation indiquant dans quelle mesure et de quelle manière des financements à titre de dons pour la préparation de projets pourraient être octroyés pour la mise en œuvre des plans d'investissement approuvés pour lesquels des financements ne seraient pas disponibles.
12. Le montant total des dons pour la préparation de projets du SREP (projets approuvés et projets de la réserve) s'établit à 27,9 millions de dollars, soit en moyenne 0,70 million de dollars par projet et 1,5 million de dollars par pays. Si l'on retient des chiffres semblables pour les nouveaux pays restants, on estime à 9,5 millions de dollars le montant total des financements nécessaires.

2.2 Mesures de gestion de la réserve

13. À la demande du Sous-comité, un document sur la gestion de la réserve a été établi en vue de proposer une méthode de gestion plus rigoureuse de la réserve. Il sera présenté au Sous-comité pour examen d'ici la réunion du Sous-comité en décembre 2016.

2.3 Participation du secteur privé

14. Le Sous-comité du SREP a demandé à l'Unité administrative des CIF d'étudier la possibilité d'apporter des modifications aux mécanismes du SREP pour le secteur privé afin d'accroître la mobilisation des investissements du secteur privé dans les pays pilotes associés au SREP. Un document sur un projet de programme renforcé de promotion du secteur privé devrait être présenté à la réunion du Sous-comité en décembre 2016.

3 Situation du portefeuille du SREP

15. Au 30 juin 2016, le financement total approuvé par le Sous-comité s'établissait à 263,9 millions de dollars¹ pour 23 projets et programmes, dont deux projets au titre du PSSA (voir tableau 1). Ce montant représente 32 % du total des allocations indicatives au titre des plans d'investissement approuvés et du PSSA. Ces projets devraient permettre de mobiliser 1,9 milliard de dollars de cofinancement au total (soit un ratio de cofinancement de 1:7,3) auprès des pays, des BMD, du secteur privé et des organismes d'aide bilatérale. Les portefeuilles-pays du SREP donnent le détail des cofinancements par projet.

Tableau 1. Aperçu du portefeuille du SREP (au 30 juin 2016)

	Allocations indicatives au titre de la réserve			Financement approuvé		Décaissement
	TOTAL	Plans d'investissement	PSSA	Comité	BMD	
Financement du SREP (millions USD)	822,2	736,6	85,6	263,9	230,7	33,5
Nombre de projets	68	62	6 ^{a/}	23	21	15

a/ Le projet sur le mécanisme d'action climatique du Kenya a été retiré de la réserve en mai 2016.

3.1 Analyse des retards d'approbation de projets

16. Les retards au niveau de la phase de conception des projets sont la raison la plus couramment avancée pour expliquer les retards accusés dans la soumission de projets au Sous-comité. C'est la raison principale évoquée dans le cas de 11 projets de huit pays (Éthiopie, Mali, Tanzanie, Libéria, Kenya, Honduras, Vanuatu et Maldives). La phase de conception comprend la mise au point du projet, le recrutement des experts techniques, les consultations avec les parties prenantes, les négociations, etc.
17. Les procédures d'approbation des gouvernements ont également retardé la soumission au Sous-comité de cinq projets de trois pays différents (Kenya, Ouganda et Honduras).

¹ Financement total approuvé des projets = financement des projets + IPPG+ dons pour la préparation de projets.

3.2 Analyse des décaissements

18. Les décaissements au titre du SREP s'élevaient à 6,59 millions de dollars au cours de la période considérée, ce qui veut dire que le montant cumulé des décaissements a augmenté de 24 % entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2016, passant de 26,9 millions de dollars à 33,49 millions de dollars.
19. Sur les 21 projets approuvés par les BMD, 14 sont en décaissement (quatre portent sur des projets de renforcement des capacités). Les décaissements ont été entièrement effectués dans le cas de deux projets (portant sur la prestation de services consultatifs par IFC pour le projet Stratégie et réglementation du secteur géothermique en Éthiopie et le projet *Lighting Ethiopia*).
20. Six projets se sont écartés du programme de décaissements. Les raisons des retards accusés dans ces projets varient : problèmes de passation de marchés et d'appel d'offres aux Maldives et en Éthiopie, catastrophes naturelles et retards dans l'adjudication des marchés au Népal, restructuration du gouvernement et mise en place de la cellule de gestion du projet au Honduras.

4 Communication des résultats

21. Le tableau 2 donne un aperçu de certains des résultats escomptés et des résultats obtenus (résultats cumulés et sur la dernière période de 12 mois examinée). La plupart des projets sont en début d'exécution, et ne fournissent donc pas d'informations sur tous les paramètres essentiels :

Tableau 2 : Aperçu mondial des résultats du SREP (financement du SREP : 168,9 millions USD²)

	Résultats obtenus (RY. 16)	Objectif
Production d'électricité (MWh/an)	276	2 584 369
Meilleur accès à l'énergie (personnes)	7 395	4 922 713
Meilleur accès à l'énergie (entreprises)	-	300 722
Réduction/prévention des émissions de gaz à effet de serre (tonnes de CO2 eq/an)	251,3	3 632 829
Capacité installée (MW)	0,9	732,6
Cofinancement (millions USD)	489,9	1598,1

*Réduction de gaz à effet de serre/ Production d'électricité : Objectifs ANNUELS

*Cofinancement/ Capacité installée/ Meilleur accès à l'énergie : objectifs CUMULÉS

22. **Production d'électricité** : Le seul projet qui rend compte de l'électricité effectivement produite est le programme *Self-Supply RE Guarantee Program* du Honduras, qui a permis de produire 276 MWh et d'éviter 174 tonnes d'équivalent CO₂. C'est le premier projet mis en œuvre depuis octobre 2015, avec une capacité d'énergie solaire photovoltaïque de 0,9 MW.
23. **Meilleur accès à l'énergie** : Deux projets rendent compte d'une amélioration effective de l'accès à l'énergie : Le *South Asia Subregional Economic Cooperation Power System Expansion Project* au Népal, dont bénéficient 6 600 personnes (voir encadré 2) et le *Sustainable Rural Energization Program (ERUS)-Part I & III: Promoting Sustainable Business Models for Clean Cookstoves Dissemination* au Honduras, dont bénéficient 795 personnes.

² Financement de projets approuvés par les MDB au 31 décembre 2015.